

Sommaire

page

Notes générales	1
Conclusions des consorts STEIN en noir avec réponses point par point de Alexandre STEIN	2
Proposition de solution amiable de Alexandre STEIN	11
Conclusions et liste de pièces de Alexandre STEIN	12

Notes de lecture

Copie exacte des réponses de Alexandre STEIN, communiquées au Tribunal, en rouge
Commentaires complémentaires éventuels en vert

Pour revenir à ce document après avoir cliqué sur un lien, dans la barre du navigateur cliquer sur x

Observations préliminaires

1- Sur l'absence d'avocat de Alexandre STEIN, [Pour précisions](#)

2- Sur le rappel des faits et de la procédure par Alexandre STEIN [Pour précisions](#).

Le jugement du 15/05/03 n'est pas définitif car

- son dispositif est muet sur 90 % des sommes en litige : essentiel de la donation de 1988, totalité de la succession de M. STEIN père, 50 % de la succession de Mme veuve STEIN.

L'autorité de la chose jugée ne s'applique qu'aux points tranchés dans le dispositif et le notaire liquidateur avait reçu toute liberté et toutes facilités pour éclairer ces sommes,

- il est basé sur des faux très évidents. Les actes argués de faux et les consorts STEIN qui en font un usage extensif pourraient faire l'objet d'une procédure civile en faux à titre principal ou d'une procédure au pénal, même si ces actes ont déjà été produits en justice sans qu'un incident en faux ait alors été élevé,

[Pour précisions](#).

Les falsifications ajoutées par le notaire liquidateur pour occulter encore plus les sommes qu'il devait éclairer et les dernières conclusions fausses des consorts STEIN ne peuvent être comprises qu'à la lumière de tous les faux à l'origine des litiges puis de leurs " ignorances " judiciaires depuis 1996.

3- Sur les termes de M. Alexandre STEIN dans son analyse de la procédure. Il faut les apprécier

1- **dans leur contexte**, en tenant compte des provocations multiples et de plus en plus graves qu'il a subies depuis 1996 allant jusqu'à le condamner lourdement sur la procédure dans laquelle il n'a aucune responsabilité alors que son bon droit est d'une rare évidence sur le fond. Ces provocations l'ont obligé à utiliser pour sa défense légitime des termes de plus en plus résumés mais restant précis et vérifiables.

Ses termes de " faux " nécessitaient et, réitérés aujourd'hui, nécessitent encore

- non des habiletés sémantiques ou procédurales d'apparence légale pour tenter d'étouffer l'affaire,
- mais, conformément à la loi, une instruction sérieuse et indépendante au fond.

2- **en regard de la proposition de solution amiable réitérée par Alexandre STEIN**, très simple et très modérée, pour clore cette affaire dans son intérêt légitime mais aussi dans l'intérêt du Tribunal et dans l'intérêt général.

4- **Le numéro attribué par le Tribunal à cette affaire RG 09/...** tente d'occulter toute la procédure avant 2009, alors que la liquidation a été ordonnée depuis 2001, " sous la surveillance du Tribunal " qui a ainsi " ignoré " ses propres engagements.

ETUDE DE Me Fabienne LEFEBVRE-PORTEMONT
Huissier de Justice

COPIE

AFF. : STEIN -succession

N/REF : PG/FC 3275
ASSIGN. 1

ASSIGNATION

devant le Tribunal de Grande Instance de BLOIS

L'AN DEUX MIL DOUZE
ET LE VINGT JUIN

à la demande de

Monsieur Aimé STEIN, de nationalité française, né à le , demeurant à , retraité
Monsieur Sylvain STEIN, de nationalité française, né à le , demeurant à , retraité
Mme Françoise STEIN, de nationalité française, née le à , demeurant à , professeur retraitée
Mademoiselle Nelly STEIN, de nationalité française, née le à , demeurant , retraitée

Et (enfants adoptifs de Eliane STEIN)

Monsieur Louis STEIN, de nationalité française, né à le , demeurant à , salarié
Mademoiselle Edivonette STEIN, de nationalité française, née à le , demeurant à , secrétaire administrative
Monsieur Daniel STEIN, de nationalité française, né le à , demeurant , sans profession, enfant
ayant fait l'objet d'une adoption simple prononcée le par le Tribunal des mineurs de , placé sous le
régime de la curatelle ainsi qu'il résulte d'un jugement rendu par Madame le Juge des Tutelles du Tribunal
d'Instance de Bergerac en date du , assisté par son curateur, l'association , demeurant à

Intervenants volontaires agissant en qualité d'héritiers de :

Feue Eliane STEIN , de nationalité française, née à , le , demeurant lieu-dit , retraitée, décédée le

Ayant pour Avocat postulant **Maître Hervé GUETTARD**
Avocat associé de la SCP CALENGE GUETTARD
Avocats au Barreau de Blois

Qui se constitue
élisant domicile en son cabinet

Ayant pour Avocat plaidant **Maître Patrice GAUD**
AGMC AVOCATS
Avocats au Barreau de PARIS
demeurant

J'ai, Maître Fabienne LEFEBVRE-PORTEMONT, Huissier de Justice à la résidence de STRASBOURG,
y demeurant , où étant et parlant selon les modalités exposées en fin du présent acte,

A L'HONNEUR D'INFORMER

Monsieur Alexandre STEIN, de nationalité française, né le à , demeurant , retraité
DEMANDEUR AU PRINCIPAL

Alexandre STEIN est défendeur et non demandeur “ confusion “ déjà faite tout au long du jugement du 15/05/03

Qu'un procès lui est intenté, pour les raisons ci-après exposées, devant le Tribunal de Grande Instance de Blois place de la République, 41018 BLOIS CEDEX.

Que dans un délai de quinze jours à compter de la date du présent acte, conformément aux articles 56, 752 et 755 du Code de Procédure Civile, il(s) (elle)(s) est (sont) tenu(e)(s) de constituer Avocat pour être représenté(e)(s) devant ce Tribunal.

délai augmenté d'un mois pour les personnes demeurant dans un département d'outremer ou dans un territoire d'outremer et de deux mois pour celles demeurant à l'étranger, conformément à l'article 643 du Code de Procédure Civile.

Qu'à défaut, il(s) (elle)(s) s'expose(ent) à ce qu'un jugement soit rendu à son (leur) encontre sur les seuls éléments fournis par son (leurs) adversaire(s).

Que les pièces sur lesquelles la demande est fondée sont indiquées en fin d'acte.

PLAISE AU TRIBUNAL

1-RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Philippe STEIN, docteur en médecine, de nationalité française, né à le , époux de Madame Fanny BURD avec laquelle il demeurait à Tours, est décédé le 24 février 1991 à Tours.

Fanny BURD, de nationalité française, née à le , est décédée le 17 juillet 1995 dans la commune de Thenon.

Les époux, mariés sous le régime de la communauté de biens, meubles et acquêts, et à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, célébré à la mairie de Nancy le , ont laissé pour seuls héritiers leurs six enfants issus de leur mariage, savoir :

Monsieur Alexandre STEIN

Monsieur Aimé STEIN

Monsieur Sylvain STEIN

Mademoiselle Eliane STEIN

Madame Françoise STEIN

Mademoiselle Nelly STEIN

Par exploit en date du 14 août 1996 Aimé, Sylvain, Eliane, Françoise et Nelly STEIN ont fait assigner leur frère Alexandre STEIN devant le Tribunal de Grande Instance de TOURS afin, notamment, de voir ordonner qu'il soit procédé aux opérations de compte liquidation et partage des successions de leur père et mère.

Selon arrêt de la Cour d'appel d'Orléans en date du 9 avril 2001, l'affaire a été renvoyée devant le Tribunal de grande instance de Blois.

Selon jugement du 15 mai 2003, le Tribunal de grande instance de Blois a ordonné l'ouverture des opérations de compte liquidation et partage des successions et communautés de Philippe STEIN décédé le 24 février 1991 et de Fanny BURD veuve STEIN décédée le 17 juillet 1995.

Monsieur le Président de la Chambre Départementale et Notaires de Loir & Cher où son délégataire ont été commis pour procéder aux dites opérations.

Selon lettre en date du 15 décembre 2004 la chambre des notaires de Loir et Cher a délégué à Maître David HALLIER, notaire à Blois, la mission ordonnée par le Tribunal.

Maître David HALLIER a établi un état des opérations de compte et liquidation et partage des successions réunies de Monsieur et Madame ainsi qu'un procès-verbal de difficulté en date du 19 décembre 2007.

Le rappel par les consorts STEIN des faits et de la procédure en 1,5 page ne vaut que par ses silences. Il est à rapprocher du même rappel dans les conclusions de Alexandre STEIN.

[Pour précisions.](#)

DISCUSSION

A titre liminaire

Madame Eliane STEIN est décédée en cours de procédure le 7 août 2010.

Ses héritiers, Monsieur Louis STEIN, Mademoiselle Edivonette STEIN et Monsieur David STEIN, assisté par son curateur, la SAFED, interviennent donc volontairement en l'instance.

Ils communiquent aux débats l'acte de notoriété établi le 8 février 2011 par Maître Marie Florence LABAISSE PEYCHEZ, Notaire, auquel est annexé l'acte de décès de feu Eliane STEIN, le jugement prononcé par le Tribunal d'Instance de Bergerac le 2 septembre 2002 ayant prononcé la mise sous curatelle de Monsieur Daniel STEIN ainsi que le jugement prononcé par le Tribunal d'Instance de Bergerac le 15 octobre 2010 ayant désigné l'association SAFED en tant que curateur de Monsieur David STEIN.

1. Sur l'homologation de l'état liquidatif des opérations de compte, liquidation et partage des successions réunies de Monsieur et Madame STEIN .

Les consorts STEIN, comme à leur habitude, oublient le partage de la donation de 1988 appartenant à la communauté de Monsieur et Madame STEIN, ce qui leur permet de continuer à masquer leurs manipulations notariales et bancaires qui ont permis la prétendue confusion de 2 comptes bancaires, leur recel successoral d'un montant de l'ordre de 400 000 € dans le coffre depuis 1991 et leur opposition illégale à la liquidation de cette donation depuis 1995.

Maître David HALLIER a fait sommation aux héritiers d'avoir à se présenter le 19 décembre 2007 à 14h en son étude afin de prendre connaissance de l'ensemble des opérations de compte liquidation et partage des successions réunies de Monsieur et Madame STEIN.

Le notaire liquidateur a fait le même oubli de la donation de 1988, pour masquer les faux de son précédent employeur et de la banque.

Comme le précise Maître David HALLIER dans son procès-verbal de difficulté Monsieur Aimé STEIN, Madame Françoise WINNINGER, Mademoiselle Eliane STEIN, Monsieur Sylvain STEIN et Mademoiselle Nelly STEIN ont expressément approuvé le dit état des opérations de compte liquidation et partage des successions réunies de leurs parents.

Seul Monsieur Alexandre STEIN a refusé d'approuver le dit état.

Les exposants qui ont donc approuvé sans réserve l'état des opérations de compte liquidation et partage de Maître David HALLIER demandent au Tribunal d'homologuer le dit état.

Les conclusions au fond des consorts STEIN sont totalement vides sur le fond

Depuis 1996, les consorts STEIN se fondent uniquement sur des documents falsifiés émanant de plusieurs notaires, d'une banque, d'un expert judiciaire et de nombreux magistrats pour éluder des faits incontestables, Mais " ignorés " par tous, et la loi qui est très claire en matière de mandat, succession et indivision.

Suivant le même procédé, les conclusions au fond des consorts STEIN se limitent aujourd'hui

- à demander en 2 lignes une liquidation des fonds successoraux restants, sur la seule base d'une pièce notariée à leur connaissance, dont ils ont gravement falsifié le contenu,
- à affirmer en 2 mots que la demande de Alexandre STEIN " est injustifiée " .

2. Sur la demande de dommages et intérêts de consorts STEIN

Par contre les consorts STEIN détaillent en 1,5 page leurs arguments pour justifier leurs dommages et frais
Ces arguments sont tous repris et commentés ci-dessous.

Dans sa décision prononcée le 15 mai 2003 le Tribunal de grande instance de Blois avait condamné Monsieur Alexandre STEIN à payer aux concluants à titre de dommages et intérêts :

- d'une part une somme de 5.000€ pour résistance abusive,
- d'autre part une somme de 10.000€ pour préjudice moral.

Les consorts STEIN se trouvent en effet confrontés depuis le décès de leur père et mère à l'opposition de Monsieur Alexandre STEIN de régler amiablement la succession.

L'opposition de Alexandre STEIN de régler amiablement " la succession "

- les consorts STEIN " ignorent " le jugement d'après lequel il s'agit non de " la succession " de Mme veuve STEIN en 1995 mais des " successions et communauté des Parents STEIN " donc aussi
 - . du coffre au décès de M. STEIN père en 1991, soit environ 400 000 €,
 - . de la donation de 1988 dont les parents STEIN avaient l'usufruit jusqu'au décès de Mme veuve STEIN, principalement le compte titre indivis de 500 000 €, [Pour précisions](#)
- les consorts STEIN se fondent sur l' " ignorance " jusqu'à ce jour par eux et tous les intervenants judiciaires de la 1^{ère} pièce qui établit, **notamment**, leur mépris de toutes les propositions de solutions amiables de Alexandre STEIN, avant l'ouverture de la procédure judiciaire par les consorts STEIN en 1996
 - . pour les successions : inventaire familial du coffre et rétablissement de la clarté des autres comptes bancaires et de leurs procurations manipulés par les consorts STEIN avec abus de confiance aggravés,
 - . au moins liquidation de la donation de 1988, sans litige en 1995, soit environ 50 % de toutes les sommes à liquider à cette date,
- les consorts STEIN " ignorent " les propositions réitérées de Alexandre STEIN , après 1996 et avant jugement, pour la liquidation amiable de la donation, ou au moins la gestion conservatoire du compte titre indivis qui aurait permis à l'ensemble des héritiers de gagner 175 000 €, [Pour précisions](#).

Lors des opérations de liquidation ordonnées par le Tribunal Monsieur Alexandre STEIN a systématiquement contesté le travail effectué par Maître David HALLIER continuant également d'accuser ses frères et sœurs de recel successoral et ce nonobstant les termes du jugement définitif prononcé le 15 mai 2003 qui avait tranché cette question.

Le jugement est définitif

Le jugement est manifestement basé sur des faux, [Pour précisions](#)

et ne peut donc pas être considéré comme définitif d'après un [arrêt de la Cour de Cassation](#)

Les 90 % des sommes en litige qu'il passe sous silence dans son dispositif pouvaient facilement et donc devaient être éclairées par le notaire liquidateur.

Le Tribunal pourra notamment prendre connaissance des lettres adressées par Monsieur Alexandre STEIN à Maître David HALLIER et notamment de celles du 14 décembre 2007 dans laquelle il met en cause dans des termes particulièrement graves voire injurieux le travail effectué.

Les lettres adressées par Alexandre STEIN au notaire liquidateur

Les consorts STEIN (ont gravement falsifié le dossier du notaire liquidateur qu'ils prétendent avoir fourni dans leur pièce jointe 1 et donc) ne fournissent pas la lettre récapitulative du 14/12/07 qu'ils citent (avec le terme " notamment " et sans fournir aucune autre preuve) comme preuve de leurs affirmations.

Les termes de Alexandre STEIN particulièrement graves voire injurieux pour le notaire liquidateur

Les consorts STEIN utilisent le procédé classique consistant à masquer le fond derrière la forme. Il ne leur appartient pas de demander au présent Tribunal d'apprécier des termes injurieux envers un tiers. Il appartenait au notaire liquidateur de déposer une plainte au pénal, ce qu'il a d'ailleurs fait sans succès. Alexandre STEIN a réitéré ses termes de faux avec force devant le Procureur de la République qui a refusé arbitrairement d'examiner leurs justifications sur le fond, alors que Alexandre STEIN proposait des justifications approfondies en moins de 1h.

La non approbation par Monsieur Alexandre STEIN de l'état des opérations de compte liquidation et partage de Maître David HALLIER est injustifiée.

Les contestations " injustifiées " par Alexandre STEIN des opérations du 2^e notaire liquidateur

Les consorts STEIN ne précisent en rien pourquoi les contestations de ces opérations par Alexandre STEIN seraient infondées. Ces contestations ont pourtant ici été fortement étayées, en résumé et en détail, à la connaissance des consorts STEIN, dans le PV de difficultés qu'ils ont frauduleusement supprimé dans leurs pièces.

Nous nous limiterons donc à souligner ici que le seul résultat du travail du notaire, pendant 3 ans, a été de faire les totaux (fallacieux) des quelques comptes bancaires restants, ce qui aurait dû lui demander, au maximum, 1 mois de délai, 15 minutes de travail et 12 lignes, voir son projet, page 8.

Cette résistance abusive crée un préjudice pour les demandeurs dans la mesure où la succession de leurs parents n'est toujours pas liquidée.

En conséquence le Tribunal condamnera Monsieur Alexandre STEIN à payer à Monsieur Aimé STEIN, Mademoiselle Eliane STEIN, Mademoiselle Françoise STEIN, Mademoiselle Nelly STEIN et à Monsieur Sylvain STEIN une somme de 15.000€ à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive.

La résistance abusive de Alexandre STEIN

Alexandre STEIN n'a bien évidemment aucune responsabilité dans les délais supplémentaires et prétendues difficultés pour la liquidation ordonnée depuis le 30/10/01 :

- les 3 ans totalement inutiles de la mission du 1^{er} notaire liquidateur, [Pour précisions](#)
- les 3 ans supplémentaires de la mission du 2^e notaire liquidateur qui a consacré toute son habileté à tenter de masquer définitivement les sommes qu'il devait et pouvait facilement éclairer. [Pour précisions.](#) Le dossier du 2^e notaire liquidateur ne contient aucune trace de ses prétendues difficultés (ni des contrôles dont il aurait dû faire l'objet par sa Chambre, alertée plusieurs fois, ou par le Tribunal), ni pour ses délais, voir les modalités invraisemblables de son choix puis de son maintien [Pour précisions](#) ni pour ses honoraires réclamés de 12 500 €, alors que son travail demandait moins de 1 mois de délai et de 1 heure de travail,
- les 5 ans supplémentaires au Tribunal qui avait tous éléments pour homologuer ou non le projet d'acte de partage depuis le 28/12/07, [Pour précisions](#)

Les prétentions des consorts STEIN à de nouveaux dommages-intérêts.

Elles sont à la fois particulièrement odieuses, après tous les commentaires ci-dessus, et ridicules.

Les consorts STEIN " oublient " les dommages beaucoup plus importants en capital et intérêt qu'ils se sont causés à eux-mêmes par leur refus (illégal) de liquider un compte de 500 000 €, [Pour précisions.](#)

Mais le Tribunal a déjà " ignoré " leurs incohérence et accepté leurs prétendus préjudices.

Pourquoi alors les consorts STEIN se priveraient-ils de réclamer la somme importante qu'ils ont déjà obtenue dans les mêmes conditions suivant l'argument : il faut condamner à nouveau Alexandre STEIN sur la procédure puisqu'il a déjà été condamné plusieurs fois pour le même motif, [C1](#), [C2](#), [C3](#)

3. Sur les frais irrépétibles

Les consorts STEIN ont dû être assistés par un avocat à l'occasion de la procédure de liquidation confiée à Maître David HALLIER.

Afin de permettre au notaire d'effectuer sa mission ils ont non seulement communiqué l'ensemble des documents en leur possession mais également pris l'initiative de faire procéder à la vente par licitation de l'immeuble indivis de la rue à Tours (jugement prononcé le 20 janvier 2005).

Les actions des consorts STEIN pour “ permettre au notaire d'effectuer sa mission “ Ils auraient

1- “ non seulement communiqué l'ensemble des documents en leur possession “

D'après leurs écrits à l'expert puis au Tribunal, les consorts STEIN ont toujours affirmé “ ne pas avoir de pièces “ et n'avoir “ aucun compte à rendre sur leur prétendue gestion n'ayant à aucun moment été mandataire de droit ou de fait “ . Ils ont toujours renvoyé leurs responsabilités sur le notaire et la banque qu'ils ont impliqués dans leur manoeuvre puis sur l'expert judiciaire et n'ont fourni aucune pièce à l'appui de leurs conclusions au fond avant jugement.

Cette attitude insoutenable a été précédemment acceptée par le Tribunal, [Pour précisions](#)

Les consorts STEIN l'ont donc maintenue devant le notaire liquidateur qui l'a également acceptée. Le dossier du notaire (qui ne contient pas la liste de ses pièces) contient une seule “ pièce “ des consorts STEIN : leur acceptation de “ faire figurer ce compte indivis en totalité dans votre état liquidatif “. Cette pièce ne fait que confirmer

a- un état liquidatif suivant les seules volontés des consorts STEIN,

b- leurs talents de manipulateurs. Leur avocat n'indique ni le numéro, ni l'ensemble des cotitulaires ni la justification, ni le montant de ce compte. Il s'agit d'un compte personnel des consorts STEIN créé en 1992 en Touraine, sans aucune justification puisqu'ils n'avaient ni domicile ni activité professionnelle en Touraine et avaient déjà procurations sur tous les comptes de Mme veuve STEIN. Ils ont ajouté sur ce compte Mme veuve STEIN comme cotitulaire, ce qui leur a permis d'encaisser certains des revenus de Mme veuve STEIN directement sur leur compte personnel,

c- l'aveuglement volontaire et l'incohérence du notaire liquidateur qui

- occulte un compte connu de 500 000 €, [Pour précisions](#)

- propose le partage d'un coffre vide dont les consorts STEIN demandent la clôture dans cette pièce, [Pour précisions](#)

2- “ mais également pris l'initiative de faire procéder à la vente par licitation de l'immeuble... “.

Le notaire liquidateur a contribué à l'escroquerie d'un marchand de biens adjudicataire judiciaire qui a revendu l'immeuble restant 14 mois après, avant de l'avoir payé.

Il n'a rien fait pour empêcher cette licitation inutile alors qu'une vente amiable était proposée par Alexandre STEIN (qui a payé inutilement les impôts fonciers depuis 1996) puis n'a rien fait pour faire exécuter les obligations de cet acheteur qui n'a payé qu'une partie des intérêts de retard qu'il devait.

Il fait apparaître cette vente dans son projet d'acte mais occulte totalement un compte de 500 000 € appartenant à la même donation.

Ils se voient de nouveau contraint de saisir le Tribunal de grande instance de Blois afin qu'il soit procédé à l'homologation judiciaire de l'état liquidatif.

Il serait dès lors inéquitable qu'ils conservent par devers eux les frais irrépétibles que la présente instance les oblige à exposer.

En conséquence ils demandent au Tribunal de condamner Monsieur Alexandre STEIN à leur payer à chacun d'eux une indemnité de 2.000€ en application de l'article 700 du Code de procédure civile.

Les consorts STEIN “ oublient “ une erreur (supplémentaire) du notaire en leur faveur de 8 000 €

frais d'expertise judiciaire dont le jugement a ordonné le partage dans son dispositif, [page 17](#)

Dans l'hypothèse où les conclusions écrites et la personne de Alexandre STEIN seraient à nouveau totalement méprisées, le traitement de ce point par le prochain jugement permettra de vérifier facilement si le Tribunal a lu au moins les décisions du jugement du 15/05/03 et le projet d'acte de partage.

Les frais d'avocat des consorts STEIN

Leur avocat a poursuivi ses actions de spécialiste du mensonge après le 15/05/03 :

- pour vendre par licitation judiciaire un immeuble qui pouvait être vendu à l'amiable depuis 1995,
- lors d'une réunion le 10/03/05 pour exiger et obtenir du notaire liquidateur
 - . le respect d'un [jugement vide et affirmé fausement définitif](#)
 - . un seul acte pour les successions et la donation de 1988, ce qui est contraire à la loi depuis 1995, au jugement depuis le 15/05/03. Effectivement le projet d'acte de partage est unique mais en occultant l'essentiel de la donation, [Pour précisions](#)
- dans sa lettre fausse et incohérente figurant dans le dossier du notaire liquidateur,
- depuis 2010, pour continuer à manoeuvrer de façon particulièrement fallacieuse avec son huissier, l'ex avocat postulant de Alexandre STEIN et le Tribunal, [Pour précisions](#)
- pour produire une pièce falsifiée à l'appui de conclusions totalement falsifiées, voir liste pieces consorts STEIN.

Ceci pour 14 000 € ! ?

Résumé des dernières conclusions des consorts STEIN

Leurs procédés sont identiques à ceux qu'ils ont toujours utilisés :

- signification irrégulière,
- vide total ou simples renvois de responsabilité à des professionnels qui seraient intouchables,
- " ignorance " totale des pièces, y compris de la 1^{ère} pièce qu'ils ont fournie,
- " ignorance " totale des conclusions de Alexandre STEIN,
- mensonges grossiers inversant les responsabilités de la procédure, de ses difficultés et de ses délais,
- donc prétentions à dommages-intérêts, à la fois particulièrement odieuses et ridicules.

Ces procédés ne devraient normalement tromper personne (sous réserve d'un examen contradictoire de la 1^{ère} pièce qui n'a jamais été effectué pendant les 16 années de la procédure).

[Voir récapitulatif des incohérences grossières des consorts STEIN et des " ignorances " systématiques de la 1^{ère} pièce.](#)

Mais ils ont été entérinés par tous les écrits judiciaires précédents.

Les consorts STEIN semblent donc certains que, au nouveau prétexte de l'absence d'avocat de Alexandre STEIN, leurs procédés seront à nouveau justifiés par le Tribunal, ce qui les a encouragés à les aggraver encore

- ils ont falsifié de façon manifeste la seule pièce sur laquelle ils se fondent aujourd'hui pour conduire les prochains Magistrats à juger, en toute légalité apparente, sur la seule base de ce nouveaux faux,
- ils réclament des dommages-intérêts supplémentaires très importants sur la base de nouveaux délais dans lesquels Alexandre STEIN n'a évidemment aucune responsabilité.

La seule justification est donc de tenter de réduire définitivement Alexandre STEIN au silence.

Cet objectif caché des consorts STEIN semble devenu aussi celui de tous les professionnels, intervenants judiciaires et magistrats qui se sont impliqués dans leurs malversations successorales, directement ou par aveuglement volontaire, dans des écrits tous falsifiés pour se couvrir mutuellement.

PAR CES MOTIFS

Vu le procès-verbal de difficulté établi par Maître David HALLIER le 19 décembre 2007.

Prononcer l'homologation judiciaire de l'état des opérations de compte liquidation et partage des successions réunies de feu Philippe STEIN et feu Fanny STEIN , établi par Maître David HALLIER le 19 décembre 2007.

Condamner Monsieur Alexandre STEIN à payer à Monsieur Aimé STEIN, Monsieur Sylvain STEIN Monsieur Louis STEIN, Mademoiselle Eliane STEIN, Monsieur David STEIN assisté par son curateur la SAFED , en tant qu'héritiers de feu Eliane STEIN, Madame Françoise STEIN et Mademoiselle Nelly STEIN la somme de 15.000 € à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive.

Le condamner à payer à chacun d'eux une indemnité de 2.000 € en application de l'article 700 du Code de procédure civile.

Condamner Monsieur Alexandre STEIN aux entiers dépens en ce compris les frais et dépens dus à Maître David HALLIER, lesquels seront recouverts par Maître Hervé GUETTARD avocat au Barreau de Blois en application de l'article 699 du Code de procédure civile.

Cette pièce est un faux matériel très évident.

Elle ne contient pas le PV de difficultés qui est la seule pièce utile pour l'homologation ou non par le Tribunal de l'acte de partage.

SOUS TOUTE RESERVE
ET CE SERA JUSTICE

LISTE DES PIÈCES

- 1 -Etat des opérations de compte liquidation et partage des successions réunies de Monsieur et Madame STEIN/BURD et procès-verbal de difficulté de Maître David HALLIER en date du 19 décembre 2007
- 2 -Jugement d'adjudication prononcé le 20 janvier 2005 par le Tribunal de grande instance de Blois
- 3 -Acte de notoriété établi par Maître Florence LABAISSE PEYCHEZ
- 4 -Jugement de curatelle renforcée prononcé par le Tribunal d'Instance de Bergerac le 2 septembre 2002
- 5 -Jugement prononcé par le Tribunal d'Instance de Bergerac le 15 octobre 2010

Les consorts STEIN ont gravement falsifié matériellement leur pièce jointe 1

Cette pièce intitulée " Etat ... des successions... et PV de difficultés... " , donc censée être la copie du dossier du notaire liquidateur déposé au Tribunal le 28/12/07 dont ils ont dû avoir la même copie que Alexandre STEIN, ne comporte :

- ni le projet d'acte de partage du notaire liquidateur en 14 pages, signé par tous les héritiers présents ou représentés à la dernière réunion du notaire liquidateur le 19/12/07.

Dans la " pièce " des consorts STEIN ce projet est fourni plusieurs fois mais sans les signatures et avec des paragraphes ou pages entières en plus ou en moins,

[voir liste réelle des pièces déposées par les consorts STEIN](#)

- ni le PV de difficultés (29 pages avec les annexes).

Cette pièce ne comporte donc aucune précision sur les difficultés à traiter aujourd'hui par le Tribunal.

Elle mentionne seulement, page 4, les contestations de M. Alexandre STEIN nécessitant l'homologation de l'acte de partage par le TGI de Blois, le courrier récapitulatif de M. Alexandre STEIN du 14/12/07 comportant 8 annexes (29 pages au total) et la jonction de ce courrier par le notaire à l'acte de partage.

Ce courrier non fourni vaut donc PV de difficultés d'autant plus qu'il n'a fait l'objet d'aucune observation du notaire et a été paraphé à toutes ses pages par tous les comparants le 19/12/07.

Vu la position du Tribunal (son affirmation de l'obligation d'un avocat pour les conclusions de Alexandre STEIN), les consorts STEIN espèrent que son prochain jugement pourra, avec les apparences de la légalité, utiliser seulement leur nouveau faux matériel grossier et que les présentes conclusions détaillées de Alexandre STEIN en réponse à leurs dernières conclusions pourront être " ignorées " , comme pour le jugement au fond du 15/05/03.

Dans l'hypothèse où les conclusions écrites et la personne de Alexandre STEIN seraient à nouveau totalement méprisées, le traitement de ce point par le prochain jugement permettra de vérifier facilement si le Tribunal a lu au moins le dossier déposé par le notaire liquidateur le 28/12/07 et la seule pièce à l'appui des conclusions des consorts STEIN.

Ce nouvel incident de communication de pièces est à rapprocher

- de la dizaine d'autres graves incidents de procédure provoqués par les consorts STEIN depuis l'origine de l'action qu'ils ont intentée en 1996, toujours dans le même but : après avoir rendu Alexandre STEIN responsable, lui interdire la possibilité de s'exprimer et donc interdire aux magistrats de faire leur travail.

Voir, notamment, la façon dont ont été écartées, totalement et a priori par le Tribunal les dernières conclusions récapitulatives de Alexandre STEIN avant le [jugement](#).

- de leurs précédents refus de communiquer leurs conclusions à Alexandre STEIN de 2009 à 2012. [Pour précisions](#)

L'assignation des consorts STEIN du 20/06/12 remise par huissier à Alexandre STEIN est irrégulière

Elle contient 23 pièces, et non 5 comme indiqué page 8 dans leur liste des pièces jointes.

Le temps nécessaire pour un examen, même rapide, de ces pièces, certaines en double d'autres partielles, a rendu impossible l'émargement du récépissé de réception de cette assignation par Alexandre STEIN.

Cet émargement n'a d'ailleurs pas été demandé par l'huissier qui l'a jugé inutile, contrairement aux articles 667 et 670 du NCPC. Cette prétendue inutilité a permis au greffe d'affirmer faussement par écrit que la précédente assignation de ce même huissier avait été délivrée à Alexandre STEIN (vraisemblablement en 2009, d'après le numéro affecté par le Tribunal à cette " nouvelle " affaire).

Toutes les autres pièces des consorts STEIN sont inutiles pour l'appréciation du litige au fond et aujourd'hui

La liste précise des pièces des consorts STEIN censées étayer leur assignation a été communiquée par Alexandre STEIN, avec quelques brefs commentaires, le 20/06/12 à l'huissier pour contrôle avec son double de sa 2^e assignation du 20/06/12 et transmise par ce dernier aux consorts STEIN qui n'ont donné aucune suite.

La proposition de solution amiable de Alexandre STEIN a été faite le 02/05/06 et réitérée en l'actualisant le 25/01/07. Elle figure dans le PV de difficultés déposé par le notaire liquidateur le 28/12/07, [PJ 4, 1 page](#).

Cette proposition, précise et chiffrée, est

- **très simple** puisqu'elle se fonde uniquement sur l'étude de la 1^{ère} pièce et la comparaison de quelques lignes dans le rapport d'expertise,
- **conforme à la loi et au jugement du 15/05/03** qui ne décide pas sur 90 % des sommes en litige,
- **particulièrement modérée dans le contexte** puisqu'elle se limite aux sommes dues à Alexandre STEIN depuis 1995, en tant que cohéritier des successions des parents STEIN et coindivisaire de leur donation de 1988, majorées des intérêts normaux depuis les dates auxquelles ces sommes auraient dû être versées.

Cette proposition raisonnable a été totalement " ignorée " par les consorts STEIN et par le notaire.

Les sommes ainsi calculées dues à Alexandre STEIN par les consorts STEIN à la date du 25/01/07, 228 000 € doivent être

. corrigées

- intérêts dus par l'adjudicataire de l'immeuble du 22/02/06 au 25/01/07 - 7000 €
- quote-part de Alexandre STEIN dans les honoraires du notaire injustifiés mais acceptés par Alexandre STEIN dans un souci de règlement simplifié et rapide - 2 000 €

. réactualisées à ce jour suivant les intérêts moyens des obligations constatés depuis cette date soit pour la somme de 219 000 € le 25/01/07

2007 + 4,6 %	Nouveau Total fin 2007	229 074
2008 + 4,5 %	Nouveau Total fin 2008	239 382
2009 + 3,9 %	Nouveau Total fin 2009	248 718
2010 + 3,4 %	Nouveau Total fin 2010	257 174
2011 + 3,6 %	Nouveau Total fin 2011	266 432
2012 + 3,2 %	Nouveau Total fin 2012	274 958

Alexandre STEIN serait en droit de réclamer en sus

- des dommages- intérêts pendant 20 ans, pouvant être estimés à 200 000 €
 - . temps passé considérable,
 - . vie personnelle et familiale gravement perturbée,
 - . insinuations injurieuses sans le moindre fondement répétées devant de nombreux tiers,
- le montant de ses condamnations importantes et scandaleuses au profit des consorts STEIN 20 000 €
- ses frais d'avocats (tous compétents, lucides, honnêtes et expérimentés mais qui ont tous été incapables d'obtenir le respect de la règle fondamentale du contradictoire dans une affaire totalement verrouillée d'avance à tous les niveaux judiciaires 45 000 €
- ses frais divers (impôts fonciers payés de 1996 à 2005 sur l'ex habitation principale des parents STEIN, reçus à titre d'aîné des héritiers, frais de correspondance et de déplacements, ...), pour mémoire non chiffrés
- conformément à la loi, la totalité des parts dans les successions des consorts STEIN qui se sont rendus coupables de recel successoral, environ 400 000 €

- ...

PAR CES MOTIFS

- 1- Déclarer non homologué le projet d'acte de partage du notaire.
- 2- Accepter cependant les honoraires réclamés par ce notaire.
- 3- Rejeter les prétentions sans aucun fondement des consorts STEIN.
- 4- Rétablir Alexandre STEIN dans ses droits depuis 1995, majoré des intérêts normaux depuis les dates auxquelles ces sommes auraient dû lui être versées, soit ce jour 274 958 € dont
18 453 à lui verser par le notaire liquidateur
256 505 à lui verser par les consorts STEIN solidaires en la personne de l'aîné d'entre eux, M. Aimé STEIN ou à défaut par le suivant.

LISTE DES PIECES JOINTES

Pièces principales jointes à nouveau déjà en possession du Tribunal

déjà en possession du Tribunal depuis le 14/08/96,

- 1 1^{ère} pièce (PV de difficultés notarié du 22/04/96) [Pour précisions](#) 8 pages
déjà en possession du Tribunal depuis le 14/08/96,

extraits du PV de difficultés déposé au Tribunal par le notaire liquidateur le 28/12/07

- 2 analyse résumée du jugement du 15/05/03, 1,5 page [Pour précisions](#)
- 3 analyse résumée du projet d'acte de partage du notaire liquidateur [voir § Résumé](#) 1 page
- 4 proposition de solution amiable remise par Alexandre STEIN au notaire liquidateur le 25/01/07 [1 page](#)

Nouvelles pièces

- 5- Arrêt de la Cour de Cassation du 10/07/96 [1 page](#)
- 6- Lettre du 09/11/04 du 1^{er} notaire liquidateur [1 page](#)
- 7- Liste précise des pièces fournies par les consorts STEIN à l'appui de leurs conclusions du 20/06/12 [1 page](#)